que sa valeur réelle et en conséquence, qu'on doit lui appliquer le mot "adultéré." Néanmoins, ne voulant pas prendre la responsabilité de telles déductions, j'ai inséré la remarque "adultération douteuse." Vingt-trois des 49 échantillons ont été trouvés colorés et conséquemment "adultérés" de cette façon."

Le rapport fait également observer qu'il a été trouvé des produits antiseptiques en petite quantité dans dix-neuf échantillons qui n'avaient pas été adultérés au moyen des matières tinctoriales. L'un des échantillons était étiqueté en conséquence et a été considéré comme non adultéré. Les dix-huit autres ont été considérés comme adultérés et classés à part. De sorte qu'en réalité 11 des 49 échantillons prélevés peuvent être considérés comme adultérés au sens de l'Acte d'Adultération. Toutefois, il est bon de noter cette observation de l'analyste: "En tenant compte de ce que les antiseptiques tels qu'employés ne sont pas nuisibles à la santé, on peut naturellement maintenir qu'ils sont requis pour la production du cafsup "dans un état approprié à la consommation." Mais, même dans ce cas, la loi exige qu'ils soient "étiquetés d'une manière distincte comme étant un mélange."

L'ENQUETE SUR LES ASSURANCES

Le rapport des Commissaires

(Suite).

En ce qui a trait à la Sun Life, les commissaires déclarent qu'ils ne voient pas qu'il ait été nécessaire d'augmenter le capital-actions de cette compagnie en 1897. Ils font remarquer que cette compagnie et le département des finances ont été en désaccord au sujet des placements et des comptes et que la Compagnie avait suivi ses propres vues. Le Président Robertson Macauley et le Secrétaire T. Macauley contrôlent à eux deux 17,10 actions seulement, cependant le bureau des directeurs a toujours adopté la politique du président. Il est fait mention dans le rapport d'une transaction dans laquelle la compagnie a acheté des valeurs de garantie et que des parties de ces valeurs ont été acquises par certains membres du bureau de direction aux mêmes conditions. Les commissaires en concluent que ces membres ont acheté ces valeurs à des conditions plus avantageuses que n'auraient pu le faire des particuliers. Ils critiquent d'une manière quelque peu vive les méthodes adoptées par la compagnie au sujet des dividendes.

La compagnie a payé durant quelques années un dividende de 15 p. c.

aux actionnaires et en même temps certains bonus. On a eu recours à divers procédés que les commissaires déclarent impropres "dans le but d'augmenter le compte des actionnaires." L'un d'eux a été de créditer la branche des accidents presque défunte de sommes considérables d'après une théorie qui ne dit rien aux commissaires. Un autre est la révision du taux d'intérêt antérieurement alloué sur le capital et un autre encore était de prendre, sur l'argent réalisé par la vente des valeurs de placement, de fortes sommes en plus de la proportion des profits accordés aux actionnaires. Les commissaires s'inscrivent également contre les méthodes de comptabilité de la compagnie qui, disent-ils, sont défectueuses et erronées; par exemple, de forts arrrages d'intérêt sur certains hypothèques ont été passés en compte de manière qu'ils paraissent avoir été collectés. Des dépenses qui devraient avoir été rapportées ont été cachées. Le rapport critique vivement la méthode de placement de la compagnie. Une particularité de ces placements était l'achat de bons accompagnés d'un certain nombre d'actions à titre de bonus. Une des compagnies sur laquelle la Sun Life a fait de tels placements est la Shawinigan Water and Power Company dont elle a acheté pour \$100,000 de bons. La Sun Life a également prêté à la Shawinigan Water and Power Company, sur la garantie de bons temporaires, une somme de \$250,000, les prêteurs abandonnant un bonus "en actions prétendument payées d'une valeur au pair de \$125,000."

Le rapport suit la marche de ces transactions qui, en fin de compte, ont produit des profits pour la Sun Life. Puis il aborde les transactions faites avec l'Illinois Traction. Les commissaires ne sont pas d'avis que la forte part d'intérêt pris dans ces entreprises reste dans les limites d'un placement raisonnable. Dans leur opinion "s'embarquer dans de telles entreprises n'est pas fonction légitime d'une compagnie d'assurance et le succès n'est pas une justification." Plusieurs autres sortes de placements sont également l'objet des critiques des commissaires.

UNE NOUVELLE COMBINE

On annonce de Winnipeg que, la semaine dernière, dix-sept compagnies exploitant des moulins à farine ont pris des arrangements pour former une seule et unique compagnie sous le nom de Consolidated Flour Mills Co. Comme probablement d'autres compagnies entreront dans la nouvelle combinaison, celle-ci formera une maison d'affaires

très forte. Cette combinaison s'est adressée au gouvernement du Manitoba pour obtenir son incorporation; elle sera au capital de \$2,000,000 et pourra produire 3,000 barils de farine par jour.

Les dix-sept compagnies faisant partie de la nouvelle combinaison sont les suivantes:

James Innes Milling Co., Hartney, et Carberry, Man.

Basler & Neelands, Hamiola, Man.

Pocock & Sons, Emerson, Man.

Lamont & McCalum, Melita, Man.

Smith & Hunter, Carnduff, Sask.

Arrow Milling Co., Birtle, Man.

Echo Milling Co., Gladstone, Man.

Schwalm & Fair, Glenboro, Man.

James Saunders, Whitewood, Man.

Manitoba Milling Co., Whitewood, Man.

A. H. Snelgrove, Carman, Man.

W. H. Clendenning, Carman, Man.

McCracken Milling Co., Salteats, Sask.

G. M. Brightwell, Griswold, Man.

T. Bullock & Son, Crystal City, Man.

Dauphin Milling Co., Dauphin, Man.

Watson & Co., Arden, Man.

Un bureau provincial de directeurs a été élu; en font partie; MM. James Innes, Hartney, président; G. R. Wilson, Arden, secrétaire; V. Schwalm, Glenboro; Peter Broadfoot, Gladstone; S. Code, Dauphin; J. E. Parrot, Salteats; J. H. Davidson, Neepawa; T. Bullock, Crystal City, et C. C. Smith, Carnduff—directeurs.

MUTUAL LIFE OF CANADA

; Le trente-septième rapport annuel de la Mutual Life of Canada vient d'être publié. Les affaires nouvelles pour l'année dernière se sont élevées à \$5,503,547 sur 3,026 polices et, avec les polices remises en vigueur, le total pour l'année est de \$5,555,639. En tout, à l'exception de \$46,000 d'assurances pour Terre-Neuve, a été obtenu au Canada. Le montant total des assurances en vigueur était de \$46,912,407.58 sur 30,986 polices, offrant une augmentation nette de \$2,714,453 pour l'année. Le revenu pour l'année s'est élevé à \$2,072,413.13, comprenant primes, intérêts, loyers et vente d'immobiliers. Pendant la même période, la somme totale payée aux détenteurs de polices a été de \$679,662.20, répartie de la manière suivante: réclamations pour décès, \$327,975.50; polices de rachat échues, \$168,486; polices annuées, \$88,607.47; surplus, \$83,911.73; et annuités, \$10,645.68. Les dépenses et taxes se sont élevées à \$338,717.77, inférieures de \$10,224.36 à celles de 1905, elles ne sont que 16.34 pour